



# Le financement endogène de la recherche en Afrique de l'Ouest et du Centre



Septembre 2010



## TABLE DES MATIERES

<b>Résumé exécutif.....</b>	<b>3</b>
<b>Section 1 : Introduction .....</b>	<b>6</b>
<b>Section 2 : Les fonds endogènes identifiés.....</b>	<b>8</b>
a. Les financements publics .....	8
b. Les financements régionaux et sous-régionaux .....	14
c. Les financements privés ou philanthropiques .....	18
d. Autres types de financement .....	22
<b>Section 3 : Perspectives .....</b>	<b>24</b>
<b>Section 4 : Bibliographie .....</b>	<b>25</b>
<b>Annexe A : Liste des personnes contactées.....</b>	<b>26</b>
<b>Annexe B : Détails des fonds identifiés.....</b>	<b>27</b>



## RESUME EXECUTIF

Dans le cadre de la mise en place de son plan stratégique 2010-2015 et du cadre de partenariat avec les bailleurs, le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) à travers son Bureau Régional de l'Afrique Centrale et Occidentale (BRACO), a commandité la présente étude sur le financement endogène de la recherche en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC). L'objectif de cette étude étant, pour le CRDI, d'avoir une meilleure compréhension des tendances de financement de la recherche provenant des organisations régionales et sous-régionales, des organisations philanthropiques présentes localement, ainsi que des mécanismes publics de financement de la recherche. FocusAfrica, un cabinet de conseil en management basé à Dakar, au Sénégal, a eu la charge de la collecte d'informations et de la rédaction du présent rapport. L'approche de l'étude a consisté, à partir de quatre pays (Burkina Faso, Cameroun, Ghana et Sénégal), en la revue des différents documents fournis par le CRDI ; la revue d'articles et de documents traitant du sujet à travers une recherche sur internet ; la recherche sur internet pour identifier les différents financeurs endogènes en AOC ; des entretiens téléphoniques semi-structurés avec des personnes contacts fournies par le CRDI ainsi que des financeurs identifiés à travers différentes recherches.

Les fonds de recherche considérés comme endogènes du point de vue de l'étude sont les fonds publics généralement votés par les gouvernements et consacrés à la recherche ; les fonds provenant des organisations régionales africaines telles l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), etc.; les fonds issus des sources philanthropiques telles les fondations, les personnes physiques, les donateurs, etc. ; d'autres types d'initiatives endogènes de financement de la recherche telles les initiatives universitaires. L'analyse de chacun des profils de financement endogène identifiés, même si la liste n'est pas exhaustive, révèle un certain nombre de tendances.

**Au niveau des financements publics,** les tendances sont :

- L'absence de politique nationale cohérente de financement de la recherche dans la plupart des pays de l'AOC, malgré la définition de cadres institutionnels de recherche. Dans les rares pays où existe cette politique, il apparaît des incohérences vis-à-vis des financements effectivement réalisés dans le domaine de la recherche. La principale raison tient au fait que les projets de recherche en AOC sont généralement pilotés par des bailleurs étrangers ou par les chercheurs locaux selon leurs propres objectifs de recherche.
- Une faiblesse et une irrégularité des ressources financières allouées à la recherche : le total des montants identifiés a rarement dépassé CAD 5 millions par pays, sauf pour le Cameroun où il se rapproche de CAD 8 millions.
- Des perspectives heureuses grâce au renforcement de certains fonds. La réhabilitation du Prix du Président pour la Recherche en 2010 au Sénégal après seize ans de léthargie, la création des Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation au Cameroun (JERSIC), le Forum pour la Recherche Scientifique et des Innovations Technologiques (FRSIT) au Burkina Faso, sont des exemples d'une volonté des autorités d'aller de l'avant.

**Au niveau des financements régionaux et sous-régionaux,** on note :

- Un manque de politiques de financement de la recherche au niveau des organisations sous-régionales en AOC malgré les interventions constatées çà et là de certaines organisations, exception faite de l'UEMOA ;



- Une volonté d'harmonisation des politiques de recherche à travers la mise en place d'organismes chargés de définir et de mettre en place des politiques communes. La mise en place du Conseil Ministériel Africain sur la Science et la Technologie (AMCOST) au niveau de l'Union Africaine, et le renforcement du Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF/WECARD) depuis sa création il y a 23 ans sont la matérialisation de cette volonté.
- Un recours de plus en plus des organisations régionales et sous-régionales aux institutions de recherche ou universités pour réfléchir sur les questions de développement. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en est un exemple en AOC.
- Une dépendance des modes de financement des organisations des bailleurs internationaux.
- Le développement de mécanismes de revue par les pairs par les organisations pour l'octroi des financements en fonction des priorités perçues par les chercheurs et décideurs africains.

**Au niveau des financements privés ou philanthropiques, on note :**

- Une prise de conscience timide du secteur privé de l'importance de la recherche pour le développement, changement qui devrait être accompagné de politiques incitatives en faveur de la recherche. Ainsi, le cadre réglementaire doit-il reconnaître le statut des organisations philanthropiques (Sy & Hathié, 2008).
- Une dépendance des structures intermédiaires dites philanthropes des financements extérieurs. Des stratégies de levée de fonds cependant se mettent en place et visent le secteur privé, la diaspora africaine, les gouvernements africains, etc.

**Pour les autres types de financement, on note :**

- Des initiatives en matière de financement endogène de la recherche universitaire : les prestations de services des universités, la mise en place des fonds pour la participation à des conférences et pour la publication, les cotisations des étudiants, diplômés et amis, etc.
- Une tendance de financement de la recherche par les observatoires qui, soit commanditent ou sont eux-mêmes acteurs de recherche. Ces observatoires constituent des bases de données d'informations et de connaissances dans des domaines bien précis qui peuvent être utilisés de manières diverses.

Des pistes de réflexion sur le financement endogène de la recherche en Afrique, qui gagneraient à être approfondies, tout en visant à promouvoir une définition plus large de la recherche en AOC sont proposées et s'articulent autour :

- Du renforcement des partenariats public-privé dans la recherche inspirés du modèle sud africain et d'ailleurs. Des études approfondies sur l'émergence de ces modèles en AOC devraient être menées.
- De la recherche de solutions innovantes de financement endogène dans une période de croissance économique stable. La « philanthropication par la privatisation », concept fondé sur la capture d'une partie du produit des ventes de privatisation comme moyen de construction des dotations philanthropiques des communautés de base, est un modèle qui pourrait être étudié de manière approfondie et promu en AOC.



- Une évaluation des fonds de recherche nationaux et sous-régionaux – activités et potentialités – afin d’impulser la confiance dans la professionnalisation et le développement du financement endogène de la recherche.



## Section 1 : Introduction

La recherche n'est pas chose nouvelle en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), bien au contraire. Les manuscrits de Tombouctou au Mali constituent un exemple frappant d'une recherche sophistiquée il y a de cela des siècles. Après avoir établi la première université islamique en Afrique de l'Ouest au 12<sup>ème</sup> siècle, la ville de Tombouctou a développé une réputation d'excellence intellectuelle dans laquelle des chercheurs ont écrit et publié des livres sur des sujets allant de la logique, des sciences, de l'astronomie, de l'islam et de l'entreprise, à l'histoire et une variété d'autres thèmes. Neuf siècles plus tard, l'Afrique prend du retard et peine à investir dans la recherche. Trente ans après le Plan d'action de Lagos de 1980 qui recommandait aux pays de l'Organisation de l'Union Africaine (OUA) de consacrer au moins 1% de leur PIB (Produit Intérieur Brut) à la recherche scientifique, les pays de l'Afrique subsaharienne peinent à atteindre cet objectif. Selon une étude effectuée en 2000 (Ba et al.) dans cinq pays (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal) pour le compte du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), environ 80% des financements consacrés à la recherche dans ces pays proviennent de la coopération internationale (p. 6). Cette situation a très peu évolué.

Une des caractéristiques communes des organismes de recherche dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est leur jeunesse, la plupart n'ayant obtenu un statut d'autonomie que dans les années 70, toutes dépendant auparavant des universités nationales. Ainsi, les ministères responsables de la recherche dans ces pays n'ont vu le jour que dans les années 80 pour la plupart : Ghana (1979), Burkina Faso (1983), Sénégal (1983), Cameroun (1984). Les gouvernements et universités de ces pays qui ont donc moins de 30 années d'expérience de la gestion de la recherche, ainsi que les organisations inter-pays, mettent en place des fonds de recherche. Le secteur s'intéresse timidement au financement de la recherche et des idées nouvelles apparaissent comme celle du Professeur Abdou Salam Sall de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar qui propose de consacrer 1% des recettes d'exploitation des ressources naturelles des pays africains pour le financement de la recherche – proposition qui rencontre l'adhésion de la Banque Africaine de Développement (BAD).<sup>1</sup> Des efforts cependant restent à faire pour une plus grande disponibilité des ressources endogènes pour la recherche au niveau de la région.

Afin de mieux prendre en compte ces dynamiques locales émergentes, le CRDI, à travers son Bureau Régional de l'Afrique Centrale et Occidentale (BRACO), a commandité cette étude visant à donner un aperçu des efforts de financement endogène de la recherche en AOC. L'étude s'inscrit dans le cadre de la mise en place du cadre stratégique 2010-2015 du CRDI et du cadre de partenariat avec les bailleurs de fonds. A partir de quatre pays (Burkina Faso, Cameroun, Ghana et Sénégal), il s'agit de recenser les différents efforts de soutien endogène à la recherche et d'identifier de nouvelles niches de partenariat potentielles pour stimuler le financement de la recherche. Cette étude exploratoire et descriptive suggère des pistes d'investigation pour mieux comprendre le financement endogène de la recherche en Afrique. A ce titre, les fonds et autres types de financements identifiés ne sont pas exhaustifs mais cités à titre indicatif.

L'approche de l'étude a consisté en :

- La revue des différents documents fournis par le CRDI ;
- La revue d'articles et de documents traitant du sujet à travers une recherche sur internet ;
- La recherche sur internet pour identifier les différents financeurs endogènes en AOC ;

---

<sup>1</sup> Jeune Afrique du 16-22 Mai 2010



- Des entretiens téléphoniques semi-structurés avec des personnes contacts fournies par le CRDI ainsi que des financeurs identifiés à travers différentes recherches.

Le rapport est structuré de la manière suivante : la section 2 présente une analyse des types de financements identifiés que sont les financements publics, les financements régionaux et sous-régionaux, les financements privés et philanthropiques, et les financements universitaires. Pour chacun d'entre eux, l'analyse présente le profil des fonds et des financements identifiés suivi d'une analyse des tendances. La section 3 présente des perspectives afin de pousser la réflexion et la recherche sur le financement endogène de la recherche.



## Section 2 : Les fonds endogènes identifiés

Les fonds de recherche considérés comme endogènes du point de vue de l'étude sont :

- Les fonds publics généralement votés par les gouvernements et consacrés à la recherche ;
- Les fonds provenant des organisations régionales africaines telles l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), etc. ;
- Les fonds issus des sources philanthropiques telles les fondations (professionnelles ou d'entreprise), les personnes physiques, les donateurs, etc. ;
- D'autres types d'initiatives endogènes de financement de la recherche telles les initiatives universitaires.

Les sections ci-dessous décrivent ces différentes catégories de fonds, identifiant un échantillon illustratif et non-exhaustif de fonds, et leurs points communs à travers les quatre pays cibles. Ce profil est suivi d'une analyse de certaines tendances observées au niveau de chaque catégorie de financements. L'annexe B présente une description plus détaillée des différents financements identifiés.

### a. Les financements publics

Les financements publics pour la recherche sont généralement faibles dans les pays ciblés. Le total des montants identifiés a rarement dépassé CAD 5 millions par pays, sauf pour le Cameroun où il se rapproche de CAD 8 millions. Même si ces montants ne sont pas exhaustifs, ils sont représentatifs des financements disponibles. Ces fonds sont souvent gérés par le ministère de la recherche scientifique (Burkina Faso<sup>2</sup>, Cameroun, Sénégal), ou par une structure gouvernementale spécialisée dans le cas du Ghana (Council for Scientific and Industrial Research). Les autres financeurs publics sont généralement des ministères sectoriels, en particulier dans la santé, l'éducation, et l'agriculture ; les finances, le commerce, l'industrie et l'innovation étant également présents mais dans une moindre mesure. Le secteur de l'agriculture domine au niveau des fonds publics traditionnels consacrés à la recherche. Cette situation pourrait s'expliquer par la part importante de l'agriculture dans les économies de ces pays. Le tableau ci-dessous présente les financements publics identifiés au Cameroun. Les fonds identifiés au niveau des quatre pays cibles sont donnés en annexe.

---

<sup>2</sup> Au Burkina Faso, la recherche relève de la responsabilité du Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS).



**Tableau 1 : Exemples de fonds publics pour la recherche au Cameroun**

Nom du Fonds	Secteurs concernés	Montant	Organisation gérante	Bénéficiaires	Modes d'accès
Fonds de Développement des Filières Cacao-Café (FODECC)	Semences (café-cacao)	FCFA 3,5 milliards (CAD 7 millions)	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)	Institutions de recherche agricole	Allocations
Fonds de Recherche sur Base Compétitive (FRBC)	Agriculture	USD 1 million (CAD 1,03 millions)	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)	Institutions de recherche privées	Fonds compétitif
Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (JERSIC)	Tous les secteurs de recherche (scientifique et technologique)	Non précisé	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)	Chercheurs Inventeurs Innovateurs	Fonds compétitif
Fonds d'Appui à la Recherche et à la Professionnalisation (FARP)	Recherche universitaire	Non précisé	Programme d'Appui au Système Educatif (PASE) du Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP)	Enseignants-chercheurs	Non disponible

L'étude a identifié les principaux types de financements publics suivants : les allocations budgétaires, les fonds publics, les primes ou indemnités de recherche, les prix ou récompenses et les fonds d'aide à caractère public. Ces financements sont décrits de manière plus détaillée ci-dessous.

- **Des allocations budgétaires.** Ce sont les budgets votés par un pays pour les activités de recherche. Ces budgets financent les institutions nationales de recherche qui sont généralement sous la tutelle du ministère en charge des finances et celui en charge de la recherche. Le tableau suivant donne un exemple d'allocation budgétaire au Burkina Faso pour la période 1996 - 2005 et la part qu'elle représente dans le PIB du pays. On remarque que cette part a été multipliée par près de 3,6 entre 1998 et 2002. Cependant, entre 2002 et 2005, la tendance a été à la baisse.

**Tableau 2 : Les dépenses consacrées à la recherche au Burkina Faso de 1996 à 2005**

Année	Dépenses en FCFA	En % du PIB
1996	2 095 056 000	0,15
1997	2 586 462 000	0,17
2001	3 929 350 000	0,19
2002	7 566 620 230	0,34
2003	6 628 789 500	0,27
2004	6 185 018 300	0,24
2005	4 914 954 130	0,18

Source : Direction des Etudes et de la Planification du MESSRS, 2007

- **Des fonds publics.** En plus des allocations budgétaires traditionnelles octroyées aux institutions nationales de recherche, les pays cibles ont mis en place des fonds publics sur base compétitive visant à financer ou à récompenser les chercheurs nationaux ou de la diaspora. L'objectif de ces fonds est de mettre en compétition des chercheurs du pays sur des thèmes de recherche relatifs aux secteurs d'activités prioritaires au développement. Ces fonds sont généralement gérés par des entités qui fonctionnent de façon indépendante même si elles sont rattachées à des structures ministérielles. Constitués d'un capital de



départ apporté par l'Etat, ces fonds visent aussi à centraliser d'autres contributions de différentes sources (bailleurs de fonds, secteur privé, etc.) pour la promotion ou le financement des activités de recherche dans le pays. Le Science and Technology Research Endowment Fund (STREFund) au Ghana, le Fonds National pour la Recherche Agricole et Agro-alimentaire au Sénégal, le Fonds de Développement des Filières Cacao-Café (FODECC) au Cameroun et le Fonds d'Impulsion pour la Recherche Scientifique et Technologique (FIRST) au Sénégal en sont des illustrations.

**Tableau 3 : Exemples de fonds publics pour la recherche au niveau national**

Nom du Fonds	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Pays
Fonds de Développement des Filières Cacao-Café (FODECC)	Semence (café-cacao)	FCFA 3,5 milliards (CAD 7 millions)	Institutions de recherche agricole	Cameroun
Science and Technology Research Endowment Fund (STREFund)	Agriculture/biologie Ingénierie/ sciences physiques Santé/eau Sciences de l'environnement Technologie de l'Information et de la Communication	GH¢500 000 (capital de départ) (CAD 356 000)	Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds	Ghana
Fonds d'Impulsion pour la Recherche Scientifique et Technologique (FIRST)	Agriculture Santé Biotechnologie	FCFA 300 millions (par an) (CAD 600 000) Hausse promise à FCFA 400 millions (CAD 800 000)	Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds	Sénégal
Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-alimentaires (FNRAA)	Agriculture Agro-alimentaire	FCFA 824 millions (CAD 1,64 millions) (en 2008)	Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds	Sénégal

D'autres fonds à caractère concurrentiel sont issus de fonds publics existants et ont pour objectif de promouvoir la recherche en mettant en compétition des chercheurs du pays sur des thématiques précises. Un exemple de ce type de fonds est le Fonds Agricole Sénégalais Compétitif qui est issu du Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-Alimentaires (FNRAA). Mis en place en août 2000 par l'Etat du Sénégal, ce fonds dispose d'une enveloppe de 3 milliards de FCFA<sup>3</sup> destinés au financement de la recherche.

- **Des primes ou indemnités de recherche.** Ce sont les avantages perçus par les chercheurs des institutions nationales de recherche (notamment les universités) du fait de leur participation à l'élaboration et à la transmission des savoirs ou au développement de la recherche. Des exemples de primes ou indemnités de recherche dans des universités de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sont présentés dans le tableau ci-dessous.

<sup>3</sup> Rapport des Etudes de la phase II du Projet ONUDI YA/RAF/01/405, juin 2001, page 12

**Tableau 4 : Exemples de primes de recherche dans les universités des pays cibles de l'étude**

Université	Prime annuelle par enseignant-chercheur
<b>Burkina Faso</b>	
Université de Ouagadougou	700 000 FCFA à 800 000 FCFA (CAD 1 400 à CAD 1 600)
<b>Cameroun</b>	
Université de Buea	600 000 FCFA à 1 182 000 FCFA (CAD 1 200 à CAD 2 360)
<b>Ghana</b>	
Université du Ghana	500 GH¢ (CAD 356)
<b>Sénégal</b>	
Université Cheikh Anta Diop et Université Gaston Berger	300 000 FCFA (CAD 600) (+ indemnités de 105% du salaire de base)

Source : Ibrahima Hathié, *Etat des lieux de la gouvernance de la recherche universitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre*, 2009, p. 13.

- **Des prix ou récompenses.** Dans la plupart des pays étudiés, il existe des prix d'excellence initiés par les chefs d'Etat pour récompenser des chercheurs. Ces prix sont remis généralement lors des journées scientifiques organisées dans le pays. Ce sont par exemple :
  - Le Forum National pour la Recherche Scientifique et des Innovations Technologiques (FRSIT) au Burkina Faso, une manifestation biennale à caractère scientifique institutionnalisée en 1995 par l'Etat burkinabé et gérée par le Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS) et le Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat (MCPEA). Plusieurs récompenses y sont proposées dont le Grand Prix du Président du Faso d'une valeur de 2 millions de FCFA.
  - Une manifestation du même ordre est organisée au Cameroun. Il s'agit des Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (JERSIC). Ces journées ont été créées en 2004 avec pour objectif d'animer, de coordonner et de contrôler toute activité scientifique au Cameroun. Elles sont aussi une occasion de récompenser les efforts des chercheurs camerounais et dont le prix le plus prestigieux est le Prix Spécial du Président de la République d'une valeur de 20 millions de FCFA.
  - Des initiatives de la part de chefs d'Etat pour récompenser des chercheurs, même si celles-ci n'entrent pas dans le cadre d'un forum, existent au Sénégal : c'est le Grand Prix du Chef de l'Etat pour les sciences. Créé en 1990, ce prix a connu une trêve après quatre éditions et vient d'être réhabilité en 2010. D'une valeur initiale de 5 millions de FCFA, le prix a été révisé et porté à 100 millions de FCFA en 2010. Son objectif est de promouvoir la recherche en mettant en compétition chaque année des chercheurs nationaux.
- **Des fonds d'aide à caractère public.** Ce sont des fonds provenant de l'aide au développement. Leur particularité réside dans le fait qu'ils sont constitués de dettes remboursées par des pays en développement aux pays créanciers. Ils entrent dans le cadre de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) qui vise à réduire les dettes des pays en développement. Le Fonds de Recherche sur Base Compétitive (FRBC) au Cameroun et le Fonds Ivoir-Suisse de Développement Economique et Social (FISDES) en Côte d'Ivoire en sont des exemples. Le défi pour ces fonds est de promouvoir la bonne gouvernance et d'assister les pays bénéficiaires jusqu'à une réelle appropriation des actions financées.



**Le Fonds de Recherche sur Base Compétitive (FRBC) au Cameroun.** C'est un fonds initié en 2009 dans le cadre du contrat de désendettement et de développement (C2D) par le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI). Le Fonds est doté d'une enveloppe de 500 millions de FCFA issu d'une subvention de 5,4 milliards de FCFA pour la recherche agricole accordée au Cameroun dans le cadre du C2D sur une période de trois ans. Le C2D est une initiative française qui entre dans le cadre de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) qui vise à alléger les dettes publiques des pays pauvres. Le principe du C2D est de reverser aux pays pauvres le remboursement de leurs dettes commerciales sous forme d'aide au développement.

Le C2D entre la France et le Cameroun rappelle l'accord entre le Gouvernement de la Confédération Suisse et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire en 1994 qui a abouti à la création du **Fonds Ivoir-Suisse de Développement Economique et Social (FISDES)** dont l'objectif était d'appuyer le développement économique et social de la République de Côte d'Ivoire grâce à l'annulation de sa dette extérieure vis-à-vis de la Suisse. Le FISDES a connu sa phase de clôture en juillet 2008 et a pu consacrer durant quatorze années un financement de 5,1 milliards de FCFA à la recherche scientifique en Côte d'Ivoire. L'évaluation finale de ce fonds a permis de dégager un reliquat de 1,8 milliards de FCFA qui sera reversé à un fonds fiduciaire « Reliquat FISDES » du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour soutenir la sortie de crise et la lutte contre la pauvreté (FISDES, 1994 – 2008).

### **Tendances des financements publics**

L'analyse du profil des financements publics de la recherche révèle un certain nombre de tendances :

- **Une caractéristique commune aux pays étudiés en AOC est l'absence de cohérence entre la politique nationale de financement de la recherche, quand elle existe, et les financements publics effectivement réalisés dans le domaine de la recherche.** Le chercheur sénégalais Cheikh Mbacké Diop, membre de l'Association KHEPERA,<sup>4</sup> lors d'un symposium tenu en juillet 2009 à Dakar, affirmait que « la recherche scientifique apparaît souvent morcelée, disparate, pilotée au gré des financiers extérieurs et de l'individualité des chercheurs ».<sup>5</sup> En effet, l'analyse des fonds identifiés fait ressortir que ceux-ci visent le plus souvent des personnes indépendantes, et sont alloués au terme de processus compétitifs. En somme, les fonds publics ont tendance à être symboliques et permettent à des chercheurs individuels de poursuivre leurs propres domaines d'intérêts, si ceux-ci sont en adéquation avec les fonds disponibles. Parmi les pays étudiés, rares sont ceux qui suivent rigoureusement un plan de financement prédéfini pour la recherche. Le Burkina Faso, par exemple, dispose depuis 1995 d'un Plan Stratégique de la Recherche Scientifique et Technique (PSRS) mais plusieurs contraintes liées aux ressources humaines, financières, etc., entravent la mise en œuvre de ce plan. Les bases du développement de la recherche sont souvent définies par l'élaboration de plan stratégique national de financement de la recherche mais sa mise en œuvre effective reste encore un défi en AOC. Néanmoins, les conditions pour une recherche endogène se construisent. Par exemple, au Burkina Faso, en 1960, il n'y avait aucun chercheur national seulement 22 chercheurs coopérants. En 2010, il y a 242 chercheurs nationaux et 12 chercheurs coopérants.<sup>6</sup> Au Sénégal, un atelier de validation et de partage du plan stratégique du ministère chargé de la recherche scientifique s'est tenu en Août 2010 et consistait en une nouvelle vision de la recherche au service du développement où la

<sup>4</sup> KHEPERA est un institut qui regroupe des chercheurs dans le domaine scientifique, médical, architectural.

<sup>5</sup> [www.afriquejet.com](http://www.afriquejet.com)

<sup>6</sup> [www.valorisation-rrr.bf/files/jssb2010/JSSB-2010\\_%2050ansDeRecherche.pdf](http://www.valorisation-rrr.bf/files/jssb2010/JSSB-2010_%2050ansDeRecherche.pdf)



recherche doit être pilotée par la demande sociale et les résultats transférés aux utilisateurs.<sup>7</sup>

#### L'exemple sud-africain

Pays leader en Afrique sub-saharienne, l'Afrique du Sud a connu un progrès significatif en matière de financement de la recherche et développement selon des enquêtes menées par le Human Sciences Research Council en Afrique du Sud. Le financement est passé de 14,1 milliards de Rand (soit environ 2 milliards de CAD) en 2005-2006 à 16,5 milliards de Rand (soit environ 2,3 milliards de CAD) en 2006-2007. Selon l'enquête, l'Afrique du Sud doit ce progrès à son plan décennal d'innovation qui a permis le renforcement de son système de recherche et développement à travers les politiques et mécanismes nationaux. Un accent particulier a été mis sur la coopération à travers ce qu'on appelle la « triple hélice » qui est une synergie entre le secteur privé, le gouvernement et l'enseignement supérieur. Ce système de coopération a produit des résultats intéressants dans la mesure où le secteur privé a exécuté 55,9% des recherches entreprises et financé 51,3% du total des dépenses nationales contre respectivement 22,8% et 33,9% pour le gouvernement. Le secteur de l'enseignement supérieur a accompli les 20% des activités de recherche. Le financement endogène représente au total 85,2% (financement privé et gouvernemental) contre seulement 10,6% des financements provenant de l'extérieur.

Source : [www.southafrica.info/about/science/rnd-180908.htm](http://www.southafrica.info/about/science/rnd-180908.htm)

- **Les ressources financières allouées à la recherche sont faibles et irrégulières.** Les statistiques révèlent une faiblesse des ressources financières des pays de l'AOC consacrées à la recherche. Par exemple, les ressources financières que le Burkina Faso consacre à la recherche représentent en moyenne 0,22% du PIB du pays pour la période 1996-2005 avec un pic atteint en 2002 à 0,34%, pendant qu'Israël y consacre 4,53% de son PIB et le Japon 3,33%.<sup>8</sup> Par ailleurs, les allocations des fonds publics sont irrégulières et non soutenues dans les pays étudiés. Le Ghana Education Trust (GET) Fund est un autre exemple d'effort d'allocation de fonds publics non soutenu. Ce fonds connaît de plus en plus de difficultés à respecter ses engagements du fait de la mauvaise qualité des dépenses et l'absence de suivi-évaluation des projets ou programmes sous son financement<sup>9</sup>. Ces deux exemples du Burkina Faso et du Ghana ont tendance à être la norme dans les pays de l'AOC.
- **L'institutionnalisation de certains fonds montre tout de même des perspectives heureuses pour la recherche dans cette partie de l'Afrique.** Entre autres, il y a la réhabilitation du Prix du Président pour la Recherche en 2010 au Sénégal après seize ans de léthargie, la création en 2007 des Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation au Cameroun (JERSIC), tous des prix qui visent le développement de l'excellence en matière de recherche dans ces pays. L'expérimentation avec des fonds de recherche au niveau national montre aussi une certaine volonté d'aller de l'avant.

Les possibilités pour une hausse des fonds publics endogènes dédiés à la recherche apparaissent limitées dans le court-terme ; il serait donc pertinent pour les autorités publiques de tourner leur attention vers des stratégies de promotion du financement de la recherche par le secteur privé et la

<sup>7</sup> [http://www.lesoleil.sn/article.php3?id\\_article=12398](http://www.lesoleil.sn/article.php3?id_article=12398)

<sup>8</sup> [www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article1878](http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article1878)

<sup>9</sup> Steve Manteaw, 26 février 2010, [allafrica.com/stories/201002260404.html](http://allafrica.com/stories/201002260404.html)



société civile endogène, en mettant en avant des thèmes pertinents pour ces acteurs. L'expérience de l'Afrique du Sud et celles d'autres pays à travers le monde pourraient être étudiées plus en profondeur afin de donner aux pays de l'AOC des exemples de stratégies de financement de la recherche endogène fédératrices de tous les acteurs y trouvant un intérêt quelconque, accompagnées d'incitations et de stratégies de promotion des résultats.

## b. Les financements régionaux et sous-régionaux

Cette section traite des initiatives des organisations régionales et sous-régionales pour le soutien à la recherche. La création d'organisations sous-régionales et régionales a pour objectif d'harmoniser les politiques nationales et de les mettre en synergie pour promouvoir le développement collectif. Le montant total des fonds régionaux et sous-régionaux identifiés est estimé à environ 13 milliards de FCFA (CAD 26 millions). Même si les fonds identifiés ne sont pas exhaustifs, on peut tout de même conclure que les fonds régionaux dédiés à la recherche sont émergents mais limités. Ces fonds sont le plus souvent compétitifs et sont dominés par la recherche en technologie et en innovation. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des fonds identifiés.

**Tableau 5 : Exemples de fonds régionaux et sous-régionaux pour la recherche**

Nom du Fonds	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès
Fonds UEMOA pour la recherche	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	Non précisé	FCFA 3 milliards (CAD 6 millions)	Chercheurs (individuel ou en groupe)	Fonds compétitif
Fonds d'Aide à la Promotion de l'Invention et de l'Innovation (FAPI)	Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI)	Inventions technologiques Innovations	Non précisé	Inventeurs, chercheurs, innovateurs dans les Etats membres de l'OAPI Entreprises industrielles et artisanales Laboratoires publics et privés de recherche	Sur demande
Subventions de la BAD pour la recherche	Banque Africaine de Développement (BAD)	Science et Technologie	USD 15 millions (CAD 15,5 millions)	Université Africaine de Sciences et Technologies (AUST) Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE)	Subvention
Groupes nationaux de travail (GNT), Groupes multinationaux de travail (GMT), Groupes transnationaux de travail (GTT)	Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA)	Sciences sociales	USD 100 000 (CAD 102 500) Subventions accordées à 5 Groupes de travaux en 2009	Principalement les chercheurs universitaires, hommes et femmes Et des bourses pour les doctorants	Subvention
Programme ROCARE de subvention pour la recherche interdisciplinaire	Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE)	Education	FCFA 3 millions (CAD 6 000) par projet pour 2010	Jeunes chercheurs Enseignants Administrateurs	Fonds compétitif
Prix Abdoulaye Fadiga pour la promotion de la recherche économique (BCEAO)	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	Economie	FCFA 10 millions (CAD 20 000)	Chercheurs des Etats membre de l'UEMOA	Fonds compétitif
Programme de développement de la recherche	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	Santé	Non précisé	Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)	Subvention
Fonds Africain de Dotation pour la Science, la Technologie et l'Innovation	Commission Economique pour l'Afrique (CEA)	Recherche Innovation	USD 500 000 (CAD 518 000)	Entrepreneurs individuels Centres de recherche	Fonds compétitif



Les financements régionaux et sous-régionaux pour la recherche se présentent sous différentes formes :

- **Des fonds de soutien à la recherche.** Ce sont des budgets spéciaux que consacrent les organisations régionales ou sous-régionales au financement de la recherche. La mise en place conjointe du fonds de 35 millions d'euros par les pays membres de l'Union Africaine pour la recherche scientifique dans le continent en est un exemple.<sup>10</sup> Ce fonds résulte de la rencontre des chefs d'Etat de l'Union tenue en 2007 qui a été l'occasion pour ces dirigeants de placer les questions d'ordre scientifique et technologique au rang de leurs priorités. Ce fonds, géré par le département scientifique et technologique de l'Union Africaine et soutenu par des apports financiers extérieurs (apport de l'Union Européenne en 2010 de 15 millions d'euro),<sup>11</sup> sert à financer des projets de recherche scientifique et technologique dans les pays membres de l'Union. Un fonds du même ordre a été lancé en Afrique de l'Ouest : c'est le Fonds UEMOA pour la recherche doté d'un montant de 3 milliards de FCFA (CAD 6 millions environ)<sup>12</sup> avec pour objectif de soutenir la recherche dans la sous-région ouest africaine. Ce fonds, partie intégrante du programme global d'appui à l'enseignement supérieur de l'UEMOA mis en place depuis 2007, dispose d'un comité de pilotage et d'un comité scientifique pour la mise en œuvre des procédures de sélection des projets de recherche.
- **Des subventions pour la recherche.** Ce sont des aides financières issues d'organisations régionales et sous-régionales pour soutenir la recherche. Par exemple, en 2010 la Banque Africaine de Développement (BAD) a accordé une subvention de 15 millions de dollars à l'Université Africaine de Sciences et Technologies (AUST), basée à Abuja au Nigeria, et à l'Institut d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) à Ouagadougou au Burkina Faso. L'objet de cette subvention est de répondre aux besoins d'expertise de haut niveau en science et ingénierie mais aussi d'encourager et de promouvoir l'accès à l'enseignement supérieur et à la recherche dans la sous-région de la CEDEAO.<sup>13</sup>
- **Des fonds compétitifs.** Ces fonds, à caractère concurrentiel, sont mis à la disposition des chercheurs par des organisations régionales ou sous-régionales à travers un processus d'appel d'offre et de sélection de projets de recherche. Un exemple de cet ordre est le Fonds incitatif pour la recherche agricole pour le développement en Afrique créé en 2001 par le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF) sous le financement de douze bailleurs internationaux et des communautés économiques régionales. L'objectif de ce fonds est de sélectionner des équipes de chercheurs (par un comité scientifique) et leur permettre de financer en partie leurs travaux mais aussi d'identifier et d'élaborer des propositions de programmes régionaux de recherche susceptibles d'intéresser des bailleurs. Les allocations dans le cadre de ce fonds compétitif sont comprises entre 20 millions de FCFA (CAD 40 000) et 25 millions de FCFA (CAD 50 000).<sup>14</sup> Les subventions du Réseau Ouest et Centre Africain pour la Recherche en Education (ROCARE) sont octroyées chaque année aussi de façon compétitive, selon les thématiques de recherche définies par le comité scientifique du ROCARE, dans le cadre de son programme de

<sup>10</sup> [www.afriqueavenir.org/2010/03/12/l'afrique-investit-massivement-dans-le-domaine-de-la-recherche-scientifique](http://www.afriqueavenir.org/2010/03/12/l'afrique-investit-massivement-dans-le-domaine-de-la-recherche-scientifique)

<sup>11</sup> Idem

<sup>12</sup> [ouestaf.com/L-Uemoa-va-lancer-un-Fonds-de-3-milliards-FCFA-pour-financer-la-recherche\\_a2294.html](http://ouestaf.com/L-Uemoa-va-lancer-un-Fonds-de-3-milliards-FCFA-pour-financer-la-recherche_a2294.html)

<sup>13</sup> <http://knowledge.cta.int/fr/Dossiers/Demandes-d-innovation/Le-financement-de-l-agriculture-et-du-developpement-rural/Nouvelles/La-BAD-debloque-15-millions-de-dollars-EU-pour-la-science-la-technologie-et-l-enseignement-au-Nigeria>

<sup>14</sup> [labogabon.net/infos/nepad/coraf/corafresultat.htm](http://labogabon.net/infos/nepad/coraf/corafresultat.htm)





renforcement des capacités de recherche en éducation des jeunes. La subvention pour chaque équipe interdisciplinaire de recherche est à peu près 3 millions de FCFA pour 2010. Le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), soutenu au départ par la coopération suédoise et le CRDI, est le deuxième « Think Tank » sur le continent<sup>15</sup>. Il appuie des chercheur(e)s et des équipes de recherche interdisciplinaires à travers le continent depuis 37 années.

- **Des programmes de promotion de la recherche.** Certaines organisations, dans le cadre d'un programme, mettent en place des ressources financières visant à financer des projets de recherche répondant aux objectifs du programme. C'est le cas de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui soutient le programme de développement de la recherche de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), un des neuf programmes du plan stratégique 2009-2013 de l'OOAS.<sup>16</sup> Le but de ce programme est de faciliter la recherche en matière de santé dans l'espace CEDEAO à travers des thématiques précises. Le plan stratégique dans sa globalité est financé à hauteur de 60% par la CEDEAO et les 40% restants par les partenaires techniques et financiers.<sup>17</sup>
- **Des prix pour encourager la recherche.** Les organisations sous-régionales et régionales africaines lancent des compétitions dans le domaine de la recherche, avec pour objectif de promouvoir cette activité mais aussi de faciliter l'intégration entre les chercheurs. Entre autres compétitions, on note :
  - Le Prix Abdoulaye Fadiga pour la promotion de la recherche économique, lancé en mars 2008 par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) d'une valeur d'environ 10 millions de FCFA (CAD 20 000) ;
  - Les African Union Scientific Awards initiés par l'Union Africaine suite à la conférence des chefs d'Etat de 2007 d'une valeur d'environ 64 millions de FCFA (CAD 128 000) répartie en trois catégories de récompenses.

Les caractéristiques communes à ces prix sont qu'ils sont périodiques et visent la promotion de la recherche à travers l'organisation de compétitions cycliques sur des thématiques de développement.

### **Les tendances des financements régionaux et sous-régionaux**

Les tendances qui se dégagent concernant les financements régionaux et sous-régionaux de la recherche sont les suivantes :

- **Les organisations sous régionales en AOC ne disposent pas de politiques régionales de financement de la recherche.** Les fonds de recherche institutionnalisés ne reflètent pas le nombre et la diversité d'organisations en Afrique de l'Ouest et du Centre. En effet, aucune des organisations en dehors de l'UEMOA n'a une politique claire de financement de la recherche. Il y existe certes des interventions ponctuelles comme des subventions à l'éducation mais sans un volet explicite pour la recherche.
- **On observe cependant une volonté d'harmonisation des politiques de recherche à travers la mise en place d'organismes chargés de définir et de mettre en place des politiques communes.** Cette volonté s'est traduite par la création en novembre 2003, dans le cadre du

<sup>15</sup> [www.sas.upenn.edu/irp/2009GlobalRankingsofThinkTanks.htm](http://www.sas.upenn.edu/irp/2009GlobalRankingsofThinkTanks.htm)

<sup>16</sup> [www.wahooas.org](http://www.wahooas.org)

<sup>17</sup> Financement du plan stratégique quinquennal 2009 - 2013 de l'OOAS





Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et de l'Union Africaine, du Conseil Ministériel Africain sur la Science et la Technologie (AMCOST). La mission de l'AMCOST est l'élaboration des politiques et la définition de priorités en matière de science, de technologie et d'innovation pour le développement de l'Afrique, mais aussi de veiller à leur mise en œuvre. Une des réalisations de l'AMCOST est l'élaboration en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD) du Plan d'Action Consolidé (PAC) qui « définit les objectifs communs de l'Afrique et l'engagement pour une action collective visant à développer et à utiliser la science et la technologie en vue de la transformation socio-économique du continent et de son intégration dans l'économie mondiale ».<sup>18</sup> Bien d'autres exemples donnent la preuve de la volonté des pays africains de promouvoir la recherche à travers des politiques communes. C'est le cas du Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF/WECARD) qui est une organisation fédérant 22 Systèmes Nationaux de Recherche Agricole (SNRA) à travers l'AOC. Le CORAF s'est doté d'un plan stratégique 2007-2016, après plusieurs ateliers internationaux entre pays membres, un exemple d'outil qui témoigne de la volonté commune des pays membres d'aller vers des objectifs communs. Cependant, ces institutions ne disposent pas encore de fonds de financement de la recherche d'envergure et comptent sur des financements extérieurs. Mais les pays récipiendaires des fonds multilatéraux, par exemple de la Banque Mondiale, sont prêts à reverser une partie des fonds reçus au CORAF, ce qui suggère une reconnaissance de sa valeur ajoutée dans la coordination des imitatifs inter-pays.

- **Les organisations régionales et sous-régionales s'appuient de plus en plus sur des universités et institutions de recherche pour réfléchir sur les questions de développement.** C'est ainsi qu'en mai 2010, la BCEAO, en partenariat avec les universités Cheikh Anta Diop (UCAD) et Gaston Berger (UGB) et des centres de recherche, s'est penchée sur le thème « Quel secteur bancaire pour le financement des économies de l'UEMOA ? ».<sup>19</sup> Il faut noter que la BCEAO n'en est pas à son premier essai et a, depuis les années 1990, associé à quatre reprises les universités et les centres de recherche sur des thèmes de réflexion sur des questions de développement. Des organisations sous-régionales s'inscrivent dans la même logique de promotion du développement. Il s'agit entre autre de la Southern African Development Bank qui soutient le « Knowledge Management Africa », une conférence biennale qui regroupe des décideurs africains, des institutions de développement, des donateurs, des agences internationales, et la société civile, pour échanger et partager des connaissances et expériences sur le développement de l'Afrique.
- **Les modes de financement de la recherche restent encore dépendants de l'aide extérieure, en témoigne la constitution des différents fonds destinés au financement de la recherche.** C'est le cas du fonds de l'Union Africaine à travers lequel un partenariat pour la science a été noué en décembre 2007 entre la Commission Européenne et la Commission de l'Union Africaine qui a abouti en 2010 à des propositions de financement de projets de recherche en Afrique pouvant atteindre 63 millions d'euros.<sup>20</sup> Le Fonds incitatif du CORAF est un autre exemple de cette dépendance, car étant sous financement de douze bailleurs internationaux.
- **Les organisations régionales développent des mécanismes de revue par les pairs pour l'octroi des financements en fonction des priorités perçues par les chercheurs et décideurs africains.** C'est le cas des subventions du ROCARE, qui sont financées par les Pays Bas et l'UEMOA. Le ROCARE renforce son comité scientifique, le processus de revue de propositions, le suivi et l'évaluation, la capacité de communiquer les appels à propositions et

<sup>18</sup> [www.afdb.org](http://www.afdb.org)

<sup>19</sup> Cinquième colloque BCEAO-Universités-Centres de recherche, Dakar, les 24 et 25 mai 2010

<sup>20</sup> [www.africa-eu-partnership.org/fr/node/343](http://www.africa-eu-partnership.org/fr/node/343)



les résultats de recherche sensés influencer la politique et la pratique. Le Ghana Research and Advocacy Programme (G-RAP) est aussi un exemple. Financé par le Royaume-Uni, le Canada, le Danemark et les Pays Bas, le G-RAP est une organisation non gouvernementale qui œuvre pour l'amélioration des conditions des pauvres et le plaidoyer. Ces ONG et réseaux regroupent des financements alloués par plusieurs financeurs de différents pays, tout en gardant la maîtrise de leurs activités, leurs critères d'intervention, et leurs outils et mécanismes de gestion. Ce sont généralement des organisations créées par des africains, et qui sollicitent des financements par rapport à leur propre agenda d'appui au développement. Il serait bénéfique d'appuyer la promotion des résultats des recherches développés par ces organisations.

La capacité des acteurs régionaux et sous-régionaux en mobilisation de fonds de recherche semble se renforcer. Le défi semble se situer au niveau du renforcement de l'interface entre les politiques régionales et sous-régionales, et celles au niveau national, particulièrement au niveau de l'autorité publique. Un autre défi reste la professionnalisation des processus de gestion de la recherche.

### c. Les financements privés ou philanthropiques

Le secteur privé en tant que financeur majoritaire de la recherche semble être la voie privilégiée des pays développés et des pays émergents, tel l'exemple de l'Afrique du Sud décrit plus haut. L'AOC, quant à elle, en est encore à ses débuts. Cependant, des structures se mettent en place. Même si pour le moment elles dépendent de financements privés provenant de l'étranger, elles sont dans une dynamique de diversification de leurs sources de financement dont le financement endogène privé. Les financements privés ou philanthropiques pour la recherche se présentent sous différentes formes :

- **Les financements privés.** La culture d'investissement des entreprises locales dans la recherche en AOC reste très faible. Au Sénégal par exemple, il y a très peu de fondations d'entreprises et celles-ci ne financent pas la recherche mais plutôt des œuvres sociales. La Fondation Sonatel en est la plus visible. D'autres fondations sont nées d'initiatives privées comme la Fondation Youssou Ndour ou encore la Fondation Akon. Mais encore une fois, elles sont plus tournées vers le social. Le financement de la recherche semble être le plus souvent accidentel. Au Ghana, dix ans auparavant, le secteur privé ne comptait pas encore de nombreuses sociétés prospères. Le développement des entreprises privées a commencé réellement il y a neuf ans. De ce fait, les chercheurs n'ont pas l'habitude de se tourner vers le privé pour la recherche de financement de même que le privé ne se dote pas encore de fortes capacités de recherche. Ceci est le cas de la majeure partie des pays de l'AOC. Le tableau ci-dessous présente quelques exemples de financements privés dédiés à la recherche dans les pays ciblés.

**Tableau 6 : Exemples de fonds privés qui soutiennent la recherche**

Nom du Fonds	Secteurs	Bénéficiaires	Modes d'accès	Pays
Royalties de la SOFITEX	Agriculture (coton)	Institut National pour la Recherche Agricole (INERA)	Versement de royalties	Burkina Faso
Royalties de la société DAFANI	Agro-alimentaire	Non précisé	Non précisé	Burkina Faso
Fondation Hippocrate Cameroun	Santé	Jeunes chercheurs (doctorants)	Fonds compétitif	Cameroun
Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP)	Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)	Non précisé	Sur demande	Sénégal
Fondation Ecobank	Education Santé Développement communautaire Recherche scientifique	Programmes et projets sociaux en AOC	Sur demande	AOC

Toutefois, ces initiatives philanthropiques privées de source endogène commencent à émerger. Au Cameroun par exemple, la Fondation Hippocrate Cameroon fondée par un Camerounais pour les Camerounais, vise à stimuler la recherche dans le domaine de la santé en apportant un financement principalement aux jeunes chercheurs.

- **Versement de royalties par des entreprises utilisatrices des résultats de la recherche.** Dans ce schéma, l'utilisation des résultats des recherches ou d'innovations donne droit au versement de redevances à l'inventeur détenteur du droit d'auteur. Ces redevances ou royalties sont une reconnaissance des efforts de recherche ou d'innovation mais peuvent aussi se présenter comme une source de financement pour les institutions de recherche. Au Burkina Faso, la société nationale de textiles (SOFITEX) et le fabricant de jus de fruits DAFANI sont des exemples de structures qui reversent des royalties pour obtenir leur droit d'exploitation. L'intérêt de ce système est que les entreprises tirent profit des résultats de la recherche et avec les royalties reversées, les instituts sont encore plus motivées à trouver des systèmes ou pratiques qui permettraient le développement de la société ou du secteur d'activité pourvoyeuse de royalties. Cependant, ce mécanisme n'est pas très répandu en AOC.
- **Organisations intermédiaires locales.** Une tendance remarquée dans le financement de la recherche en AOC est l'émergence d'organisations intermédiaires locales. TrustAfrica en est un exemple. Institution africaine basée à Dakar et soutenue par des bailleurs internationaux, TrustAfrica a pour mission de renforcer les initiatives provenant des africains dans les domaines de la démocratie, du développement des affaires et de l'utilisation des ressources africaines comme moyen de promotion de la démocratie et du développement.

Le tableau 7 ci-dessous présente quelques unes de ces institutions.

**Tableau 7 : L'émergence de fonds philanthropiques africains**

Fonds	Structure philanthrope	Secteurs	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès
Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement d'Affaires	TrustAfrica	Climat d'investissement et climat des affaires en Afrique	USD 2,7 millions (CAD 2,8 millions) (pour 2010-2011)	Organismes de recherche en Afrique	Fonds compétitif
Subvention ACBF pour le renforcement des capacités	African Capacity Building Foundation (ACBF)	Formation spécialisée Analyse des politiques Recherche sur les politiques appliquées Négociation et politiques de plaidoyer	USD 54 millions (CAD 55,9 millions) (en 2008)	Gouvernements Institutions de recherche	Subventions
African Women's Development Fund	African Women Development Fund	Droit des femmes	USD 5,5 millions (CAD 5,7 millions)	Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds	Sur demande

### **Les tendances des financements privés ou philanthropiques régionaux**

Les tendances qui se dégagent à propos des financements privés et philanthropiques de la recherche sont les suivantes :

- **Le secteur privé en AOC semble timidement prendre conscience de l'importance de la recherche pour le développement, et ce changement devrait être accompagné de politiques incitatives en faveur de la recherche.** Une étude de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) cite l'absence de mesures d'incitation en direction de la recherche comme la cause du faible financement du privé dans la recherche.<sup>21</sup> Pour d'avantage impliquer le privé et les philanthropes, les institutions de recherche devraient créer un besoin ou une envie de contribuer au financement de leurs travaux comme moyen de développement de l'économie et, à plus grande échelle, de la nation.
- **Les structures intermédiaires continuent de dépendre très fortement du financement extérieur, mais se positionnent comme institutions fédératrices des financements de la recherche plus diversifiés.** La grande majorité des budgets de ces organisations proviennent de l'étranger. Cependant, elles commencent à mettre en place des stratégies de levée de fonds à partir de sources diversifiées telles le secteur privé, la diaspora africaine, les gouvernements africains, etc. Malgré des débuts de résultats probants timides, celles-ci posent des jalons vers un financement diversifié et endogène.

Les financements privés et philanthropiques représentent progressivement un poids certain dans le financement de la recherche en Afrique, mais nécessitent un appui dans la sensibilisation des acteurs endogènes à financer la recherche.

<sup>21</sup> IFPRI, 2004, Les investissements dans la recherche agricole en Afrique subsaharienne : tendances récentes



**Le Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (CIEA) :** Le CIEA vise à promouvoir le climat des investissements ainsi que celui des affaires en Afrique. Les mécanismes de subvention du fonds sont sous formes de bourses de recherche à travers des ateliers de formation, et la création de partenariats à caractère institutionnel entre écoles de commerce et organisations du secteur privé. Le fonds a vocation de servir toutes les régions d'Afrique. Géré par TrustAfrica, ce fonds a un budget de USD 2,7 millions pour la période 2010-2011. Ce montant va financer 39 bourses de recherche compétitives. Les bénéficiaires de ce fonds sont les institutions de recherche africaines. Deux séries de financements sont prévues en 2010 et en 2011. Dans sa première phase couvrant la période 2007-2009, le CIEA a attribué CAD 2,96 millions à 53 équipes de recherche avec plus de 150 chercheurs de 33 institutions dans 16 pays africains. Les différents thèmes financés furent : l'esprit d'entreprise, la politique budgétaire, le développement des ressources humaines, le régime foncier, le logement et le développement urbain, les investissements et la gouvernance d'entreprise, et le droit des affaires.

Source : [www.trustafrica.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=72&Itemid=82&lang=fr](http://www.trustafrica.org/index.php?option=com_content&task=view&id=72&Itemid=82&lang=fr)

**L'African Capacity Building Foundation (ACBF) :** L'ACBF appuie les initiatives régionales dans le domaine de la formation spécialisée, l'analyse des politiques, la recherche sur les politiques appliquées, la négociation et les politiques de plaidoyer. Le financement se fait suite à un appel à propositions lancé par la Fondation ou à une lettre demandant un soutien financier de la Fondation. Dans le cas d'une demande initiée par un soumissionnaire, le chargé de programme de la Fondation peut inviter le demandeur de subvention à soumettre une proposition formelle. Le budget alloué aux projets de recherche en 2008 est de CAD 55,9 millions et représente une hausse de CAD 23,9 millions par rapport à celui en 2007 qui s'élevait à CAD 32 millions.

Source: Annual report 2008, [www.acbf-pact.org/GrantRecipients](http://www.acbf-pact.org/GrantRecipients)



## d. Autres types de financement

D'autres sources de financement de la recherche sont à noter :

- **Les universités.** Certaines universités dans les pays cibles mettent en œuvre des mécanismes de mobilisation de ressources et de financement de la recherche.

**Tableau 8 : Exemples d'autofinancement de la recherche universitaire**

Nom du Fonds	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Pays
Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche (FUAR)	Université Yaoundé 1	Sciences politiques et juridiques Sciences économiques et gestion Relations internationales Sciences de l'information et de la communication Démographie	Non précisé	Enseignants-chercheurs universitaires	Fonds compétitif	Cameroun
Fonds Universitaire pour la Diffusion de l'Information Scientifique et Technique (FUDIST)	Université Yaoundé 2	Publication des résultats des recherches universitaires	Non précisé	Enseignants de l'Université Yaoundé 2	Fonds compétitif	Cameroun
Fonds de Recherche de l'Université de Buea	Université de Buea	Recherche universitaire	4 à 5% du budget de l'université	Enseignants-chercheurs	Non précisé	Cameroun
Fonds de Recherche et de Conférence de l'Université du Ghana	Université du Ghana	Santé Education Population Participation à/ et organisation de conférences	USD 500 000 (CAD 518 000)	Chercheurs de l'Université de Ghana	Sur demande	Ghana
Fonds d'Appui à la Recherche (FAR)	Université Cheick Anta Diop (UCAD)	Recherche universitaire	FCFA 40 à 50 millions par an (CAD 90 000 en moyenne)	Chercheurs de l'UCAD	Fonds compétitif	Sénégal
Fonds de la Fondation UCAD pour la Recherche	Fondation UCAD	Recherche universitaire	50% des ressources de la Fondation	Université Cheick Anta Diop (UCAD)	Auto-subvention	Sénégal

Au Cameroun, les Universités de Yaoundé I et II ont initié en leur sein des fonds pour développer la recherche. L'objectif du Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche de l'Université de Yaoundé I (FUAR) est de mettre à la disposition des enseignants de l'université des moyens financiers pour soutenir des projets de recherche novateurs. Un autre type de fonds dans la même visée est le Fonds Universitaire pour la Diffusion de l'Information Scientifique et Technique (FUDIST) de l'Université Yaoundé II. Son objectif, comme son nom



l'indique, est de faciliter la publication et la diffusion des recherches. Le Fonds de Recherche et de Conférence de l'Université du Ghana permet à ses chercheurs de promouvoir leurs activités de recherche et de faciliter leur participation à des conférences. En ce qui concerne la Fondation UCAD au Sénégal, les ressources proviennent de plusieurs sources : cotisations des diplômés et amis, dons des entreprises, sommes générées par les fonds de dépôt. Dans les universités au Burkina Faso, il n'existe pas encore de fonds internes consacrés à la recherche. Le Fonds National pour l'Education et la Recherche (FONER), qui existe depuis 1994, est le seul fonds dont bénéficient les étudiants (doctorants) et les enseignants dans le cadre de leurs projets de recherche. Mais force est de constater que ce Fonds est plus dirigé vers l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires que vers la recherche proprement dite.

- **Les observatoires.** Ce sont des réseaux qui produisent des informations et des connaissances dans des domaines bien précis. Pour ce faire ils commanditent ou sont acteurs d'activités de recherche. Des exemples sont :
  - **L'Observatoire sur les Systèmes d'Informations, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal (OSIRIS)** est le réseau sénégalais qui produit et aussi collecte des analyses sur les questions liées aux technologies de l'information et de la communication et d'une manière générale au développement de la société de l'information au Sénégal et en Afrique. OSIRIS est aussi un canal par lequel des organisations partenaires font appel à des chercheurs dans le cadre de leurs programmes ou projets de recherche. C'est le cas par exemple du Bureau de World Wide Web Consortium (W3C) au Sénégal qui a lancé en juin 2010 à travers OSIRIS une compétition pour la proposition d'un meilleur outil de partage de données démographiques au Sénégal. L'organisation de cette compétition s'est aussi faite grâce à des sponsors comme Population Council, une ONG internationale non lucrative dans les domaines du VIH/SIDA, le genre, la jeunesse et la santé de la reproduction.
  - **L'Observatoire de Forêts d'Afrique Centrale (OFAC).** C'est un réseau qui a pour but de mutualiser les connaissances nécessaires et données disponibles pour le suivi des forêts dans leurs dimensions économique, écologique et sociale en Afrique Centrale. L'OFAC regroupe un certain nombre d'institutions de recherche nationales des pays membres (Cameroun, Congo, Gabon, République Démocratique du Congo). Plusieurs partenaires concourent au financement des activités (dont la recherche forestière) de l'OFAC. Comme exemples d'entreprises multinationales bailleurs, on a British Petroleum (BP) et Chevron qui ont financé des activités au sud du Congo Brazzaville et Shell au Gabon.

La section suivante présente des pistes de recherche afin de mieux comprendre la recherche endogène en AOC.



## Section 3 : Perspectives

Ces perspectives constituent des pistes de réflexion sur le financement endogène de la recherche en Afrique, qui gagneraient à être approfondies, tout en visant à promouvoir une définition plus large de la recherche en AOC :

- **Le renforcement des partenariats public-privé dans la recherche.** L'exemple de l'Afrique du Sud et d'autres pays à travers le monde pourraient être étudiés plus en profondeur afin d'inspirer les pays de l'AOC à développer des stratégies de financement de la recherche endogène fédératrices de tous les acteurs y trouvant un intérêt quelconque, accompagnées d'incitations et de stratégies de promotion des résultats.

Dans ce même élan, il serait nécessaire de lancer une campagne de plaidoyer sur ce qu'est la recherche, pour en donner une vision plus globale. En effet, la définition de la recherche en AOC semble plus se limiter vers les besoins du secteur public dans le cadre de l'élaboration de politiques de développement. Ceci semble surtout être le fait de la dominance des bailleurs de fonds dans le financement de la recherche.

- **La recherche de solutions innovantes de financement endogène dans une période de croissance économique stable.** L'exemple de la « philanthropication par la privatisation » décrit ci-dessous en est un exemple. L'Afrique, dans une phase de croissance économique sans précédent, a les moyens de sa propre recherche. Il serait pertinent de conduire une étude sur les budgets des états africains et d'identifier les principales sources d'entrées financières qui pourraient appuyer la recherche, tels les contrats et redevances d'exploitation des ressources naturelles.

**Philanthropication par la privatisation (Philanthropication through Privatization) :** Le East-West Management Institute en partenariat avec le Johns Hopkins University Center for Civil Society Studies a lancé le projet de « Philanthropication par la Privatisation » avec pour objectif d'examiner et de promouvoir la capture d'une partie du produit des ventes de privatisation comme moyen de construction des dotations philanthropiques des communautés de base. L'idée du projet est inspirée de la réforme qui a consisté en 1990 à la reconversion des caisses d'épargne à but non lucratif en des fondations. D'autres initiatives du même ordre ont vu le jour dans d'autres pays qui ont consisté à mettre en place des fondations de bienfaisance sur la base des ressources issues de privatisation de biens publics. Ce projet a suscité un vif intérêt auprès de la Banque Mondiale qui dans le cadre de ses projets de développement pourrait tirer profit de la vague de privatisation des sociétés nationales dans les pays en développement.

Source : [www.bicusa.org/en/Article.11821.aspx](http://www.bicusa.org/en/Article.11821.aspx)

- **Une évaluation des fonds de recherche nationaux et sous-régionaux** – activités et potentialités – afin d'impulser la confiance dans la professionnalisation et développement du financement endogène de la recherche.





## Section 4 : Bibliographie

Ba, B., Dahany, V., Doulou, V., Kassoum, S., & Tapsoba, S. (2000). *La philanthropie, sources de financement alternatives de la recherche en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Centre de Recherches pour le Développement International.

CORAF/WECARD. (2010). *Un cadre de coopération par et pour les Systèmes Nationaux de Recherche Agricole*.

Donwa, P.A. (2006). *Funding of Academic Research in Nigerian Universities*. Department of Accounting, University of Benin, Benin City, Nigeria.

Hathié, I. (2009). *Etat des lieux de la gouvernance de la recherche universitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, rapport de synthèse*. En ligne : [www.idrc.ca/fr/ev-151419-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.idrc.ca/fr/ev-151419-201-1-DO_TOPIC.html)

Khi, N.P.W. (2009). *Compendium of Funding Opportunities for Research, Education, and Development Projects in Africa*. Penang, Malaysia: Worldfish Center. En ligne : [www.idrc.ca/fr/ev-150410-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.idrc.ca/fr/ev-150410-201-1-DO_TOPIC.html)

Morin, S. (2009). *L'enseignement supérieur et la recherche en Afrique subsaharienne : survol des organisations qui fournissent un appui technique et financier*. Centre de Recherches pour le Développement International. En ligne : [www.idrc.ca/fr/ev-147742-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.idrc.ca/fr/ev-147742-201-1-DO_TOPIC.html)

Sy, M., & Hathié, I. (2008). *Institutional Forms of Philanthropy in West Africa*. Dakar, Senegal. Centre de Recherches pour le Développement International. En ligne : [www.idrc.ca/en/ev-132382-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.idrc.ca/en/ev-132382-201-1-DO_TOPIC.html)

UCAD [Université Cheikh Anta Diop de Dakar]. 2009. *Rapports d'activités de la Direction de la Coopération, de la Direction de la Recherche, et de la Fondation UCAD*. En ligne : [www.ucad.sn](http://www.ucad.sn)

USAID. (2001). *Private Foundations and Corporate Grantmakers in Africa*. En ligne : [www.zef.de/fileadmin/downloads/forum/docprog/Private foundations and corporate grantmakers in Afrika.pdf](http://www.zef.de/fileadmin/downloads/forum/docprog/Private_foundations_and_corporate_grantmakers_in_Afrika.pdf)

Zoundi, J.S. (2004). *Quels mécanismes de financement durable pour la recherche agricole en Afrique subsaharienne ?* En ligne : [www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/5.13\\_dossier\\_zoundi.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/5.13_dossier_zoundi.pdf)

Signing, B. & Nguessi, S. (2009). *State of University Research Governance in West and Central Africa: Case of the University of Buea*. Centre de Recherches pour le Développement International.



## ANNEXE A : LISTE DES PERSONNES CONTACTEES

N°	Pays	Nom	Organisation	Fonction
1	Burkina Faso	Dr. Mathias Somé	Association Burkinabé de Santé Publique (ABSP)	Coordonnateur National
2	Burkina Faso	M. Bréhima Tounkara	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	Chargé de l'Enseignement Supérieur
3	Cameroun	Pr. Tetanye Ekoe	Fondation Hippocrate Cameroun	Fondateur
4	Cameroun	M. Gilbert Nsoffo	Zenü Network	Adjoint du Coordonnateur
5	Cameroun	Pr. Isaac Tamba	Centre de Recherches pour le Développement Durable en Afrique (CREDDA)	Secrétaire Exécutif
6	Ghana	Dr. Jean Mensa	The Institute of Economic Affairs	Directeur Exécutif
7	Ghana	M. Dozie Okpalaobieri	African Center for Economic Transformation (ACET)	Assistant personnel du Président et Chargé de la Communication
8	Sénégal	M. Akwasi Aidoo	TrustAfrica	Directeur Exécutif
9	Sénégal	M. Samba Ndiaye	Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP)	Directeur de la Communication
10	Sénégal	Dr. Ababacar Ndoeye	Institut de Technologie Alimentaire (ITA)	Directeur
11	Sénégal	Pr. Abdou Salam Fall	Université Cheikh Anta Diop (UCAD)	Professeur/Chercheur à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire
12	Sénégal	Mame Bineta Dione	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA)	Directeur des Affaires Financières

**Fonds publics pour la recherche**

N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
<b>Burkina Faso</b>								
1	Fonds pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle (FONAENF)	Il s'agit d'un fonds créé en 1999 dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB) suite au Forum sur l'éducation afin de relever le niveau de l'alphabétisation dans le pays.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération Suisse</li> <li>Ministère des finances</li> <li>Ministère de l'Enseignement de Base (MEBA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recherches linguistiques (un volet du fonds)</li> </ul>	CHF 4,75 millions (CAD 4,85 millions)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Opérateurs /trices en alphabétisation attestant 3 ans d'expérience réussie en alphabétisation et/ou en éducation non formelle</li> </ul>	Sur demande	<a href="http://www.cooperation-suisse.admin.ch/burkinafaso/fr/Accueil/Les_Programmes_en_cours/Education_de_base_et_formation/Fonds_pour_l_Alphabetisation_et_l_Education_Non_Formelle_FONAENF">http://www.cooperation-suisse.admin.ch/burkinafaso/fr/Accueil/Les_Programmes_en_cours/Education_de_base_et_formation/Fonds_pour_l_Alphabetisation_et_l_Education_Non_Formelle_FONAENF</a>
2	Forum pour la Recherche Scientifique et des Innovations Technologiques (FRSIT)	Il s'agit d'une biennale organisée par le Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS) et le Ministère du Commerce de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat (MCPEA).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS)</li> <li>Ministère du Commerce de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat (MCPEA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les secteurs de recherche (scientifique et technologique)</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chercheurs</li> <li>Inventeurs</li> <li>Innovateurs</li> </ul>	Dépôt de candidature de participation	<a href="http://frsit.net">http://frsit.net</a>
3	Fonds d'Appui à la Recherche en Santé (FARES)	Il s'agit d'un fonds mis en place en 2008 au niveau du Ministère de la Santé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Centres de recherche</li> </ul>	Fonds compétitif	<a href="http://www.valorisation-rrri.bf/files/jssb2010/JSSB-2010_%2050ansDeRecherche.pdf">www.valorisation-rrri.bf/files/jssb2010/JSSB-2010_%2050ansDeRecherche.pdf</a>
<b>Cameroun</b>								
4	Fonds de Développement des Filières Cacao-Café	Il s'agit d'un fonds créé par décret en 2006 afin d'appuyer le secteur à travers le financement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Recherche Scientifique et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Semence (café-cacao)</li> </ul>	FCFA 3,5 milliards (CAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>Institutions de recherche agricole</li> </ul>	Allocations	<a href="http://www.bonaberi.com/ar,cameroun_-">www.bonaberi.com/ar,cameroun_-</a>



N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
	(FODECC)	de projets visant à sécuriser, accroître et garantir la bonne qualité de la production de cacao et du café.	de l'Innovation (MINRESI)		7 millions)			_3.5_milliards_pour_le_cacao_4983.html
5	Fonds de Recherche sur Base Compétitive (FRBC)	Il s'agit d'un fonds mis en place avec le concours de la Banque Mondiale afin de promouvoir la recherche scientifique.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agriculture</li> </ul>	USD 1 million (CAD 1,03 millions)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Institutions de recherche privées</li> </ul>	Fonds compétitif	www.spm.gov.cm/index_a.c.php?param=cameroun&d=30051&t=dss&lang=fr
6	Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (JERSIC)	Il s'agit d'une initiative née en 2004, avec pour mission première d'animer, de coordonner et de contrôler toutes activités scientifiques au Cameroun.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les secteurs de recherche (scientifique et technologique)</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chercheurs</li> <li>Inventeurs</li> <li>Innovateurs</li> </ul>	Fonds compétitif	www.lemessager.net/2009/10/pres-de-30-millions-en-jeu-pour-les-chercheurs-camerounais
7	Fonds d'Appui à la Recherche et à la Professionnalisation (FARP)	Il s'agit d'un fonds constituant l'une des composantes du Programme d'Appui au Système Educatif (PASE) dans le sous secteur de l'enseignement supérieur au Cameroun en vue de contribuer à améliorer l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme d'Appui au Système Educatif (PASE), Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recherche universitaire</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enseignants-chercheurs</li> </ul>		www.minesup.gov.cm/Ministere/discours/dis_minesup_voeux_08.pdf
<b>Ghana</b>								
8	Ghana Education Trust (GET) Fund	Il s'agit d'un fond créé pour fournir des financements afin de contribuer à l'effort du gouvernement de soutenir l'accès à l'éducation à tous les niveaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>National Council for Tertiary Education</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recherches universitaires</li> <li>Participation aux séminaires et conférences</li> </ul>	USD 500 000 (CAD 518 000)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudiants</li> <li>Enseignants-chercheurs</li> </ul>	Sur demande	www.idrc.ca/uploads/user-S/12664059261Gouvernance_recherche_universitaire_Synthese_finale_Dec09.pdf
9	Science and Technology Research Endowment Fund (STREFund)	Il s'agit d'un fonds créé en 2007 sur dotation budgétaire du gouvernement afin de « fournir des fonds supplémentaires pour soutenir la recherche fondamentale et appliquée en sciences et en technologie ».	<ul style="list-style-type: none"> <li>Council for Scientific and Industrial Research (CSIR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agriculture / biologie</li> <li>Ingénierie / sciences physiques</li> <li>Santé / eau</li> <li>Sciences de l'environnement</li> <li>Technologies</li> </ul>	GH¢500 000 (CAD 356 000) (capital de départ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds</li> </ul>	Fonds compétitif	www.mofep.gov.gh/news060608.htm



N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
				de l'Information et de la Communication (TIC)				
10	Council for Scientific and Industrial Research	Il s'agit d'un conseil dont les origines remontent en 1958 sous la forme du Conseil National pour la Recherche avec pour but de coordonner les activités de recherche dans le pays. Aujourd'hui, le Conseil a pour mission de générer et appliquer des technologies innovantes qui exploitent efficacement la science et la technologie (S & T) pour le développement socio-économique dans les domaines critiques de l'agriculture, l'industrie, la santé et l'environnement et d'améliorer la culture scientifique de la société civile.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Council for Scientific and Industrial Research (CSIR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agriculture</li> <li>Industrie</li> <li>Construction</li> <li>Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)</li> <li>Génétiques</li> <li>Sol</li> <li>Eau</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Institutions et Centres sous le Conseil</li> </ul>	Allocations	www.csir.org.gh
<b>Sénégal</b>								
11	Fonds d'Impulsion pour la Recherche Scientifique et Technologique (FIRST)	Il s'agit d'un fonds créé et financé par le Ministère de la Recherche Scientifique en vue de soutenir la croissance économique par la recherche. Il finance des initiatives telles que les Groupes Thématiques Programmées (GTP) de Recherche - Développement interdisciplinaires et interinstitutionnels. Ces groupes sont des cadres d'activités scientifiques et technologiques portant sur une vaste panoplie de thèmes. Ces derniers sont de toute nature et sont organisés sous la forme d'Actions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de l'Enseignement Supérieur des Universités et des Centres Universitaires Régionaux et de la Recherche Scientifique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agriculture</li> <li>Santé</li> <li>Biotechnologie</li> </ul>	FCFA 300 millions (CAD 600 000 (par an) Hausse promise à 400 millions (CAD 800 000)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds</li> </ul>	Fonds compétitif	Source : Promesse hausse : Walfadjri, jeudi 1 <sup>er</sup> juillet 2010, p. 2



N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
		Thématiques Programmées (ATP).						
12	Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-alimentaires (FNRAA)	Il s'agit d'un fonds ayant pour but de financer des activités de recherches agricoles et Agro-Sylvo-Pastorales considérées comme prioritaires par l'Etat, le Système National de Recherches Agro-Sylvo-Pastorales (SNRASP), les partenaires au développement et les utilisateurs des résultats de la recherche.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère chargé de l'Economie et des Finances</li> <li>Ministère chargé de l'Agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agriculture</li> <li>Agro-alimentaire</li> </ul>	FCFA 824 millions (CAD 1,64 millions) (en 2008)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds</li> </ul>	Fonds compétitif	<a href="http://www.psaop.sn/documents/50993347548f861d675246.pdf">www.psaop.sn/documents/50993347548f861d675246.pdf</a> <a href="http://www.idrc.ca/uploads/user-S/12664091711Universite_CADiop_GRU_Rapport_final_Nov2009.pdf">www.idrc.ca/uploads/user-S/12664091711Universite_CADiop_GRU_Rapport_final_Nov2009.pdf</a>
13	Grand Prix du Chef de l'Etat pour les sciences	Commencé en 1990 et délaissé durant des années, le prix a été réhabilité en 2010. Ce prix est défini par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique comme « un outil pour lever les contraintes au développement économique et social du pays ».	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présidence de la République du Sénégal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé</li> <li>Sécurité alimentaire</li> <li>Solaire et énergies renouvelables</li> </ul>	FCFA 100 millions (CAD 200 000) (en 2010)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds</li> </ul>	Fonds compétitif	<a href="http://www.recherche.gouv.sn/spip.php?article44">www.recherche.gouv.sn/spip.php?article44</a> Source montant : Walfadjri, jeudi 1 <sup>er</sup> juillet 2010, p.2

#### Fonds régionaux et sous-régionaux pour la recherche

N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
1	Fonds UEMOA pour la Recherche	Il s'agit d'un fonds de 3 milliards FCFA pour financer la recherche dans les pays membres de l'Union. Le lancement de ce fonds entrera dans le cadre du programme global d'appui à l'enseignement supérieur initié en 2007 lui-même doté d'un montant de 18 milliards de FCFA et qui soutient déjà 12 « centres d'excellence ».	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	Non précisé	FCFA 3 milliards (CAD 6 millions)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chercheurs (individuel ou en groupe)</li> </ul>	Fonds compétitif	<a href="http://www.ouestaf.com/L-Uemoa-va-lancer-un-Fonds-de-3-milliards-FCFA-pour-financer-la-recherche_a2294.html">www.ouestaf.com/L-Uemoa-va-lancer-un-Fonds-de-3-milliards-FCFA-pour-financer-la-recherche_a2294.html</a>
2	Fonds d'Aide à la Promotion de l'Invention et de l'Innovation (FAPI)	Il s'agit d'un fonds mis en place pour aider l'Organisation Africaine pour la propriété	Organisation Africaine de la Propriété	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inventions technologiques</li> <li>Innovations</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inventeurs, chercheurs, innovateurs dans</li> </ul>	Sur demande	<a href="http://www.wipo.int/meetings/fr/doc_details.jsp?doc_id=14934">http://www.wipo.int/meetings/fr/doc_details.jsp?doc_id=14934</a>



N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
		intellectuelle (OAPI) à remplir sa mission de valorisation des brevets qu'elle délivre et à répondre avec efficacité à la nouvelle stratégie des Etats membres en vue d'une plus grande intégration des inventions et des innovations dans le processus de développement.	Intellectuelle (OAPI)			les Etats membres de l'OAPI • Entreprises industrielles et artisanales • Laboratoires publics et privés de recherche		
3	Subventions de la BAD pour la Recherche	Il s'agit d'une subvention pour promouvoir et renforcer les relations entre les institutions africaines de sciences et technologies (S&T). L'objectif est de répondre précisément aux besoins d'expertise de haut niveau en science et ingénierie dans les pays d'Afrique subsaharienne, mais aussi à encourager et promouvoir un accès équitable à l'enseignement supérieur et à la recherche en favorisant l'éclosion d'un pôle d'excellence pour les S&T dans la sous-région de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).	Banque Africaine de Développement (BAD)	• Science et Technologie (S&T)	USD 15 millions (CAD 15,5 millions)	• Université Africaine de Sciences et Technologies (AUST) • Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)	Subvention	<a href="http://knowledge.cta.int/fr/Dossiers/Demandes-d-innovation/Le-financement-de-l-agriculture-et-du-developpement-rural/Nouvelles/La-BAD-debloque-15-millions-de-dollars-EU-pour-la-science-la-technologie-et-l-enseignement-au-Nigeria">http://knowledge.cta.int/fr/Dossiers/Demandes-d-innovation/Le-financement-de-l-agriculture-et-du-developpement-rural/Nouvelles/La-BAD-debloque-15-millions-de-dollars-EU-pour-la-science-la-technologie-et-l-enseignement-au-Nigeria</a>
4	Programme des petites subventions Programme de bourses de recherche approfondie Prix de thèse	Lancé en 1988, le programme des petites subventions finance la rédaction de thèses des chercheurs pour effectuer leurs recherches sur le terrain, et fournit également aux lauréats des bibliographies, manuels de cours et revues. Le Programme de bourses de recherche approfondie a été conçu dans le but de renforcer et de promouvoir une culture de	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA)	• Sciences sociales	USD 100 000 (CAD 102 500) Subventions accordées à 5 Groupes de travaux en 2009	• Jeunes chercheurs	Subvention et Fonds compétitifs	<a href="http://www.codesria.org/sip.php?rubrique6&amp;lang=fr">http://www.codesria.org/sip.php?rubrique6&amp;lang=fr</a>



N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
		réflexion intensive et élargie chez les universitaires africains  Depuis 2002 trois prix sont octroyés chaque année au niveau du troisième cycle aux meilleures thèses produites sur le continent.						
5	Programme ROCARE de subventions pour la recherche interdisciplinaire	Il s'agit d'un programme de renforcement des capacités de recherche en éducation initié en 2002 par le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) et des institutions d'enseignement supérieur des pays membres. Le programme a pour objectif de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• former les jeunes chercheurs en méthodologie de recherche ;</li> <li>• renforcer les liens entre le ROCARE et les institutions de l'enseignement supérieure ;</li> <li>• renforcer la collaboration interinstitutionnelle dans la sous région ;</li> <li>• fournir les résultats de la recherche appliquée sur des thèmes prioritaires de recherche en éducation du ROCARE et de l'UEMOA susceptibles d'informer les politiques et les pratiques éducatives en ce qui concerne l'éducation</li> </ul>	Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Education</li> </ul>	FCFA 3 millions (CAD 6 000) (par projet pour 2010)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Doctorants</li> <li>• Jeunes chercheurs</li> <li>• Enseignants</li> <li>• Administrateurs</li> </ul>	Fonds compétitif	<a href="http://www.ernwaca.org/web/sipp.php?article492">www.ernwaca.org/web/sipp.php?article492</a>  <a href="http://www.rocare.org/grants/booklets/Subventions-ROCARE-booklet-FR.pdf">www.rocare.org/grants/booklets/Subventions-ROCARE-booklet-FR.pdf</a>
6	Prix Abdoulaye Fadiga pour la promotion de la recherche économique	Il s'agit d'un prix lancé en 2008 par le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Philippe-Henri Dacoury-Tabley. D'une valeur de 10 millions de FCFA, ce Prix met en compétition tous les deux ans les chercheurs	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Economie</li> </ul>	FCFA 10 millions (CAD 20 000)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chercheurs des Etats membre de l'UEMOA</li> </ul>	Fonds compétitif	<a href="http://www.bceao.int/prix/">http://www.bceao.int/prix/</a>





N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
		ressortissants des pays membres de l'UEMOA âgés de moins de 45 ans. Il récompense un travail de recherche original portant sur un sujet d'ordre économique, monétaire ou financier et présentant un intérêt scientifique avéré pour les Etats membres de l'UEMOA et la BCEAO.						
7	Programme de développement de la recherche	Il s'agit d'un fonds mis en œuvre par la CEDEAO afin d'appuyer la recherche sur la base des besoins exprimés dans les pays membres.	Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)</li> </ul>	Subvention	<a href="http://www.wahooas.org/spip.php?article298&amp;lang=fr">www.wahooas.org/spip.php?article298&amp;lang=fr</a>
8	Fonds Africain de dotation pour la Science, la Technologie et l'Innovation	Il s'agit d'un fonds visant à motiver les inventeurs et les innovateurs et stimuler le développement d'industries durables et des entreprises pour le continent.	Commission Economique pour l'Afrique (CEA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recherche</li> <li>Innovation</li> </ul>	USD 500 000 (CAD 518 000)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entrepreneurs individuels</li> <li>Centres de recherche</li> </ul>	Fonds compétitif	<a href="http://www.scidev.net/en/news/fund-aims-to-turn-african-science-ideas-into-business.html">www.scidev.net/en/news/fund-aims-to-turn-african-science-ideas-into-business.html</a>

#### Exemples d'autofinancement d'institutions nationales de recherche (universités)

N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
<b>Burkina Faso</b>								
Non identifié								
<b>Cameroun</b>								
1	Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche (FUAR)	Il s'agit d'un fonds de recherche pour les enseignants de l'Université Yaoundé I mis à leur disposition par le recteur afin de soutenir des projets de recherche novateurs dont les thèmes sont déterminés chaque année.	Université Yaoundé I	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sciences politiques et juridiques</li> <li>Sciences économiques et gestion</li> <li>Relations internationales</li> <li>Sciences de l'information et</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enseignants-chercheurs universitaires</li> </ul>	Fonds compétitif	Dossier de presse « PRD College », Université de Yaoundé I, 17-18 Août 2009



N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
				de la communication • Démographie				
2	Fonds Universitaire pour la Diffusion de l'Information Scientifique et Technique (FUDIST)	Il s'agit d'un fonds de recherche pour les enseignants de l'Université Yaoundé 2 mis à leur disposition par le recteur afin de financer la publication.	Université Yaoundé 2	• Publication des résultats des recherches universitaires	Non précisé	• Enseignants de l'Université Yaoundé 2	Fonds compétitif	<a href="http://www.universite-yaounde2.org/index.php?id=221">www.universite-yaounde2.org/index.php?id=221</a>
3	Fonds de Recherche de l'Université de Buea		Université de Buea	• Recherche universitaire	4 à 5% du budget de l'université	• Enseignants-chercheurs		
<b>Ghana</b>								
4	Fonds de Recherche et de Conférences	Il s'agit d'un fonds initié par l'Université du Ghana pour promouvoir la recherche, la publication scientifique et la participation de leurs chercheurs à des conférences afin de promouvoir l'Université et renforcer son image sur la scène internationale.	Université du Ghana, Comité de recherche et de conférences	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à et organisation de conférences, séminaires, ateliers, formations</li> <li>• Recherche académique et appliquée</li> <li>• Publication scientifique</li> </ul>	USD 500 000 (CAD 518 000)	• Chercheurs de l'Université de Ghana	Sur demande	<a href="http://www.ug.edu.gh/index1.php?linkid=284&amp;sublinkid=115">www.ug.edu.gh/index1.php?linkid=284&amp;sublinkid=115</a> Source montant : Etat des lieux de la gouvernance de la recherche universitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (Hathié, 2010)
<b>Sénégal</b>								
5	Fonds d'Appui à la Recherche (FAR)	Il s'agit d'un fonds d'appui à la recherche sur base compétitive initié par la Fondation UCAD et financé sur des ressources provenant de la « fonction services » (services de conseil, etc.).	Fondation de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD)	• Recherche universitaire	50% des ressources de la Fondation	• Université Cheikh Anta Diop (UCAD)	Auto-subsidation	Fondation UCAD, rapport d'activités 2008-2009, <a href="http://www.ucad.sn">www.ucad.sn</a>

#### Fonds privés (ou philanthropiques) pour la recherche

N°	Nom/origine du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
<b>Burkina Faso</b>								
1	Royalties de la Société Burkinabè des Fibres Textiles (SOFITEX)	Il s'agit des redevances versées par la SOFITEX, une société cotonnière, pour l'utilisation des	Société Burkinabè des Fibres Textiles (SOFITEX)	• Agriculture (coton)		• Institut National pour la Recherche	Versement de royalties	



N°	Nom/origine du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
		résultats de recherche issus des institutions nationales de recherche comme l'Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA).				Agricole (INERA)		
2	Royalties de la société DAFANI	Il s'agit des redevances versées par DAFANI SA, une société de transformation de jus de fruit, des droits d'utilisations de résultats de recherche ou d'innovation. Ces redevances sont versées à l'institution de recherche qui a produit les résultats dont DAFANI se sert dans le cadre de ses activités.	DAFANI SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agro-alimentaire</li> </ul>	Non précisé			
<b>Cameroun</b>								
3	Subvention de la Fondation Hippocrate Cameroun	Il s'agit d'une fondation créée en 2008 par des Camerounais et qui tire ses ressources des cotisations, des frais d'adhésion et des subventions. Elle finance la recherche des jeunes chercheurs du Cameroun dans le domaine de la santé.	Fondation Hippocrate Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé</li> </ul>	Non précisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Jeunes chercheurs (doctorants)</li> </ul>	Fonds Compétitif	<a href="http://fondation-hippocrate.org/index.php?option=com_content&amp;view=article&amp;id=115&amp;Itemid=109">http://fondation-hippocrate.org/index.php?option=com_content&amp;view=article&amp;id=115&amp;Itemid=109</a>  <a href="http://fr.allafrica.com/stories/200906230270.html">http://fr.allafrica.com/stories/200906230270.html</a>
<b>Ghana</b>								
Non identifié								
<b>Sénégal</b>								
4	Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP)	Il s'agit d'une agence créée en 2006 par la loi n°2006-15 du 4 janvier 2006 étendant les pouvoirs de l'ART à la régulation du secteur postal. Elle a pour but de promouvoir les TIC.	Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)</li> </ul>	1/3 de l'excédent budgétaire prévu pour les activités de promotion des TIC, dont la recherche.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Non précisé</li> </ul>	Sur demande	Interview du jeudi 17 juin 2010 à 8h30
<b>Autres fonds philanthropiques</b>								
5	Fondation Ecobank	Il s'agit d'une fondation dont le but est de rendre service à la	Fondation Ecobank (siège à Lomé)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Education</li> <li>Santé</li> </ul>	1% du bénéfice net d'impôt du	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programmes et projets sociaux</li> </ul>	Sur demande	<a href="http://www.ecobank.com/introduction.aspx?hl=fr">www.ecobank.com/introduction.aspx?hl=fr</a>



N°	Nom/origine du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
		société africaine dans laquelle le Groupe ECOBANK opère (AOC). Ses actions sont financées par la Banque Ecobank et des ONG internationales.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement communautaire</li> <li>• Recherche scientifique</li> <li>• Intégration régionale</li> </ul>	Groupe	en AOC		
6	TY Danjuma Foundation	General T.Y. Danjuma, a Nigerian businessman, gave a substantial portion of his own net worth to establish this independent grant making philanthropic organisation, whose mission is "to enhance the quality of life of Nigerians by supporting initiatives that improve access to health and educational opportunities."	TY Danjuma Foundation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Being approached by research organisations, but have yet to see how research will be financed.</li> </ul>				

#### Fonds philanthropiques panafricains

N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
1	Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement d'Affaires	Il s'agit d'un fonds géré par TrustAfrica, une organisation africaine gérée par des africains et créée en 2001. Elle octroie des financements aux chercheurs africains investis dans des recherches pouvant aboutir à l'amélioration du climat d'investissement et l'environnement des affaires en Afrique.	TrustAfrica (siège à Dakar)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Climat des investissements et climat des affaires en Afrique</li> </ul>	USD 2,7 millions (CAD 2,8 millions)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institutions de recherche en Afrique</li> </ul>	Fonds compétitif	<a href="http://www.trustafrica.org/index.php?option=com_content&amp;task=view&amp;id=72&amp;Itemid=82&amp;lang=fr">www.trustafrica.org/index.php?option=com_content&amp;task=view&amp;id=72&amp;Itemid=82&amp;lang=fr</a>
2	African Capacity Building Foundation (ACBF)	Il s'agit d'un fonds créé en 1991 par le financement conjoint de la Banque africaine de Développement, la Banque Mondiale et le PNUD. L'ACBF est un organisme indépendant. Son action est principalement tournée vers le renforcement des capacités.	African Capacity Building Foundation (ACBF) (siège à Harare)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation spécialisée</li> <li>• Analyse des politiques</li> <li>• Recherche sur les politiques appliquées</li> </ul>	USD 54 millions (CAD 55,9 millions (en 2008))	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gouvernements</li> <li>• Institutions de recherche</li> </ul>	Subventions	<a href="http://www.acbf-pact.org">www.acbf-pact.org</a>



N°	Nom du Fonds	Description	Organisation gérante	Secteurs concernés	Montant	Bénéficiaires	Modes d'accès	Sources
				<ul style="list-style-type: none"> <li>• Négociation</li> <li>• Politiques de plaidoyer</li> </ul>				
3	African Women's Development Fund (AWDF)	Il s'agit d'une ONG africaine créée en 2000 par un groupe de femmes et qui agit à travers le continent par l'octroi de subventions à ses différents bénéficiaires.	African Women's Development Fund (AWDF) (siège à Accra)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit des Femmes</li> </ul>	USD 5,5 millions (CAD 5,7 millions)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tout chercheur des secteurs d'intérêt du fonds</li> </ul>	Sur demande	<a href="http://www.awdf.org/downloads">www.awdf.org/downloads</a>

Taux de conversion au 07 septembre 2010:

1 XOF (BCEAO) = 0,00199 CAD

1 XAF (BEAC) = 0,00199 CAD

1 GHS (GH¢) = 0,71277 CAD

1 ZAR (Rand) = 0,14343 CAD

1 CHF = 1,02126 CAD

1 EUR (euro) = 1,33456 CAD

1 USD = 1,03580 CAD

Source: [www.oanda.com](http://www.oanda.com)

**NB :** Les taux de conversion appliqués sont à considérer à la date du 07 septembre 2010 en raison des fluctuations qu'ils connaissent. Aussi, certains montants ont été arrondis pour des raisons de commodité.